

## Rapport de Groupe H3

Russie

Politique Intérieure de la Russie, volet Média et Réseaux Sociaux

Hombeline DEHAYE  
Enzo DUPIN  
Pierre GALAN  
Alban GARDEY DE SOOS  
Alexandre GUIBEY  
Félicité DE LAMBILLY  
Elie MIMERANE

## Résumé Exécutif

### Synthèse

Ce rapport analyse l'écosystème médiatique et numérique russe dans le contexte de la guerre en Ukraine, en mettant en lumière les mécanismes de contrôle et d'influence mis en œuvre par l'État russe sur les médias, les réseaux sociaux et les influenceurs. Il montre que le pouvoir russe a progressivement bâti une architecture informationnelle cohérente, articulant leviers capitalistiques, juridiques, techniques et répressifs afin de structurer l'espace public et d'en maîtriser les récits dominants. Les médias traditionnels constituent le socle de ce dispositif. Le durcissement législatif, la criminalisation des discours dissidents et la recentralisation des groupes médiatiques ont conduit à une quasi-disparition des médias indépendants sur le territoire russe et à une homogénéisation idéologique forte, centrée sur la légitimation de l'effort de guerre.

Les réseaux sociaux font l'objet d'un contrôle différencié. Les plateformes nationales ou alignées jouent un rôle de relais conformes, tandis que les plateformes occidentales sont restreintes ou contournées par VPN. Dans ce paysage, Telegram s'impose comme un espace hybride central : il concentre l'essentiel des audiences informationnelles, structure une hiérarchie marquée des canaux et accueille majoritairement des contenus *apolitiques conformes*. L'opposition y demeure marginale, fragmentée et contrainte à l'autocensure, révélant un contrôle exercé davantage par la norme sociale et la hiérarchisation des audiences que par la censure directe.

L'analyse des influenceurs souligne enfin les limites du contrôle étatique. Une opposition minoritaire mais persistante subsiste, souvent active depuis l'exil, capable de toucher des publics spécifiques. L'écosystème informationnel russe apparaît ainsi centralisé mais non totalement verrouillé, caractérisé par une domination narrative forte et une instabilité structurelle latente.

### Méthodologie

Le travail repose sur une approche combinant cartographie heuristique, analyse qualitative et exploitation de données quantitatives. Les auteurs ont mobilisé des données issues de TGStat pour analyser les canaux Telegram dans plusieurs régions russes (Moscou, Saint-Pétersbourg, Rostov), complétées par l'étude des chaînes capitalistiques, des cadres juridiques et des stratégies d'influence. Des matrices socio-dynamiques ont été construites afin de visualiser les rapports de force entre médias, plateformes et influenceurs, et d'identifier les dynamiques de contrôle, de conformité et d'opposition.

### Sources

Le rapport s'appuie sur un corpus de sources ouvertes et académiques, incluant des données statistiques de TGStat, des analyses de Human Rights Watch, Reuters, Carnegie Endowment, Le Monde, ainsi que des sources institutionnelles russes (Roskomnadzor, textes législatifs). Ces sources ont été croisées avec des travaux internes réalisés dans le cadre du QUESTIE 2025 – Groupe H3, volet *Médias et Réseaux sociaux*

## Table des matières

Introduction.....	4
1. Cartographie heuristique de l'écosystème médiatique russe.....	5
1.1 Médias traditionnels .....	5
1.2 Réseaux sociaux et plateformes.....	7
2. Lignes de force idéologiques et dynamiques d'opposition .....	10
2.1 Chronologie des oppositions médias / réseaux sociaux .....	10
2.2 Leviers juridiques de l'État .....	13
3. Matrices socio-dynamiques .....	14
3.1. Analyse Matrice Médias & Réseaux sociaux.....	14
3.2. Analyse Matrice des Influenceurs .....	15
4. Conclusion .....	22
5. Annexes.....	18
6. Bibliographie.....	22

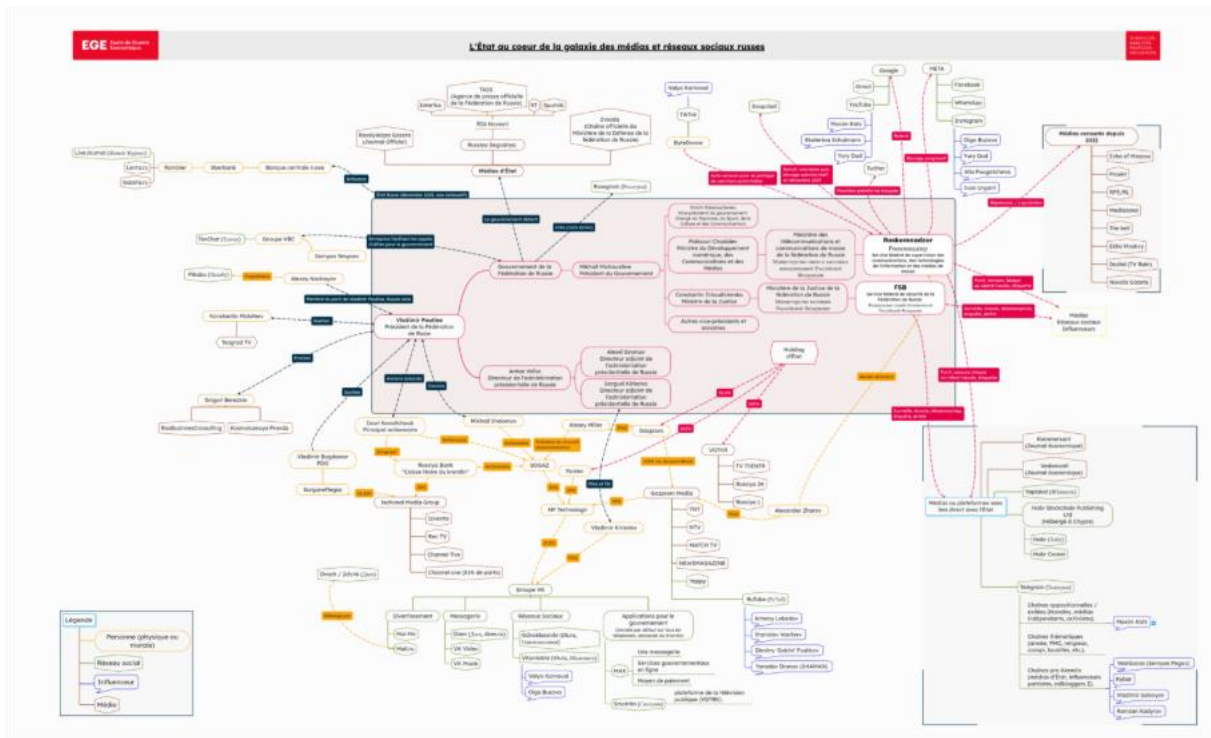
## Introduction

Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la Fédération de Russie a engagé une reconfiguration profonde de son espace informationnel. Les médias traditionnels, les plateformes numériques et les réseaux sociaux sont devenus des champs stratégiques centraux de la politique intérieure russe, mobilisés à la fois comme instruments de légitimation du pouvoir, de contrôle social et de diffusion d'un récit de guerre cohérent. Cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire plus longue de centralisation du paysage médiatique, mais elle s'est accélérée et durcie dans un contexte de conflit armé, de sanctions internationales et de polarisation idéologique accrue.

Dans ce cadre, l'État russe a progressivement bâti une architecture informationnelle hybride, combinant leviers juridiques, capitalistiques, techniques et répressifs. Les médias traditionnels constituent le socle de ce dispositif, tandis que les réseaux sociaux font l'objet d'un encadrement différencié, oscillant entre coopération, restriction et tolérance stratégique. Parmi ces plateformes, Telegram occupe une place singulière : à la fois espace de diffusion de la propagande pro-Kremlin, zone de critique contrôlée et refuge relatif pour certaines formes d'opposition, il s'impose comme un nœud central de l'écosystème informationnel russe contemporain.

L'objectif de ce rapport est de proposer une cartographie heuristique commentée de cet écosystème médiatique et numérique, en identifiant les lignes de force idéologiques, les degrés de contrôle exercés par l'État et les dynamiques d'opposition qui subsistent. À travers une analyse croisée des médias, des plateformes et des influenceurs, ce travail vise à qualifier les modalités concrètes de l'influence étatique, tout en mettant en évidence les limites, les zones grises et les fragilités structurelles de ce système de contrôle.

# 1. Cartographie heuristique de l'écosystème médiatique russe



**L'État au cœur de la galaxie des médias et réseaux sociaux russes, à partir des données présentes dans la suite des analyses (grand format également en annexe ou [via ce lien en haute définition](#))**

## 1.1 Médias traditionnels

Avec plus de 37 000 titres répertoriés, dont 22 000 journaux et 12 000 magazines, le paysage médiatique russe affiche une densité impressionnante. Pourtant, cette profusion numérique masque une réalité structurelle plus profonde : l'emprise systémique de l'État sur l'information. Historiquement ancré, ce contrôle s'est radicalement renforcé depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, transformant l'espace public en un terrain strictement réglementé et répressif, notamment sous la supervision de l'organe des communications Roskomnadzor.

Entre l'adoption de lois criminalisant le traitement « non officiel » du conflit, le blocage des derniers médias critiques et le harcèlement administratif désignant des organes de presse comme « agents de l'étranger », le Kremlin a procédé à un verrouillage de l'espace informationnel. Cette offensive a contraint les ultimes bastions d'un journalisme indépendant, tels que Novaïa Gazeta, à l'autocensure ou à la suspension de leurs activités, tandis que les plateformes étrangères étaient progressivement bannies.

Dans ce contexte, la télévision est étroitement contrôlée et demeure la source d'information dominante (à hauteur de 63 %) pour une majorité de Russes. Ainsi, derrière une offre médiatique en apparence pléthorique, se dessine un système où la diversité n'est que superficielle, et où l'information indépendante est méthodiquement réduite au silence ou marginalisée.

Cette entreprise s'organise autour de plusieurs pôles de contrôle :

Que ce soit directement via des holdings d'État ou par l'intermédiaire d'oligarques proches du pouvoir, les principaux groupes médiatiques russes restent sous l'emprise des autorités. On peut ainsi distinguer trois catégories médiatiques :

1. Les médias d'État, directement rattachés au pouvoir ;
2. Les médias proches du pouvoir, détenus via des holdings à participation étatique ou dirigés par des proches de Vladimir Poutine ;
3. Les médias dits « indépendants », sans lien direct affiché avec le pouvoir, les médias bannis ou strictement limités depuis 2022.

Face à l'étendue de l'offre médiatique en Russie, l'analyse se concentrera sur les principaux groupes de médias et les chaînes de télévision les plus influentes.

❖ Les médias d'État, directement rattachés au pouvoir :

- [Rossiya Segodnya](#) : Cet organisme médiatique d'État fédéral chapeaute notamment l'agence de presse RIA Novosti, qui opère la chaîne d'information RT ([Russia Today](#)) et l'agence de presse internationale Sputnik, orientés vers un public étranger.
- [TASS](#) : L'agence de presse officielle de la Fédération de Russie constitue une source primaire et historique d'information d'État. Elle est au centre du système informationnel, fournissant le récit de référence dont les autres médias s'inspirent.
- [Zvezda](#) : Cette chaîne est l'organe officiel du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, auquel elle est directement rattachée.

❖ Les médias proches du pouvoir :

Ces médias, détenus ou contrôlés par des entreprises publiques ou des oligarques liés au Kremlin, constituent l'épine dorsale de l'audiovisuel russe.

- [VGTRK](#) (Société de télévision et de radio panrusse) : Ce holding médiatique est détenu à 100% par l'État russe. Il regroupe plusieurs chaînes majeures, dont Rossiya 1, la deuxième chaîne la plus regardée du pays (avec une part d'audience d'environ 23%).
- [Gazprom-Media](#) : Ce groupe est une filiale de Gazprom, l'entreprise gazière géante dont l'État est l'actionnaire majoritaire (à hauteur de 50,2%), ce qui le place sous contrôle étatique indirect. Il détient des chaînes influentes, notamment NTV, la troisième chaîne d'information du pays (avec une part d'audience d'environ 16,5%).
- [National Media Group](#) (NMG) : Ce conglomérat illustre les liens opaques entre le pouvoir politique et les médias. Son principal actionnaire est la Banque Rossiya, surnommée la « caisse noire du Kremlin ». Cette banque est détenue par Iouri Kovalchuk, un ancien associé et proche collaborateur de Vladimir Poutine depuis les années 1990 à Saint-Pétersbourg. Elle a servi à consolider des actifs stratégiques pour le cercle présidentiel. De plus, l'État russe détient 51% de la Première Chaîne ([Pervy Kanal](#) / Channel one), le leader audiovisuel du pays, qui est elle-même rattachée à NMG.

❖ Les médias indépendants, bannis ou limités :

Les véritables médias indépendants ont tous été sévèrement restreints ou supprimés depuis le début de la guerre, à l'image d'*Echo de Moscou*, de *Proekt*, de *The Bell* ou de *Novaïa Gazeta*. Les seuls médias sans lien direct avec l'État, comme [Kommersant](#) ou *Vedomosti*, s'abstiennent de couvrir la guerre ou les sujets politiques sensibles pour se focaliser uniquement sur des sujets économiques.

Les autres titres significatifs sont dirigés par des proches ou des soutiens affichés de Vladimir Poutine. C'est le cas de [Komsomolskaya Pravda](#), dirigé par Grigori Berezkin, propriétaire du groupe médiatique [RBK](#) (RosBiznesKonsalting) ou de *Tsargrad TV*, contrôlé par [Konstantin Malofeev](#).

Ce schéma de contrôle, qui s'étend des médias d'État directs aux conglomérats privés alignés, s'avère bien plus efficace qu'un monopole d'État pur : il crée une illusion de choix pour le téléspectateur, tout en s'assurant qu'aucune voix discordante n'atteigne une audience significative.

## 1.2 Réseaux sociaux et plateformes

L'influence des réseaux sociaux représente une vraie force pour celui qui les contrôle. Influencer, c'est le pouvoir d'agir sur les opinions morales, politiques, intellectuelles, artistiques. Or, la banalisation et l'utilisation quotidienne des réseaux permettent d'informer, de véhiculer des idées et de persuader. Ainsi, celui qui contrôle les accès et le contenu des réseaux peut orienter et même contrôler une population. Les réseaux sociaux représentent donc un enjeu capital. La politique de la Russie en est l'exemple. En effet, depuis l'invasion de l'Ukraine, la mainmise de l'État sur les réseaux s'est foncièrement intensifiée. L'État intervient sur la réglementation et le contenu des réseaux directement ou indirectement par un mécanisme rodé et présenté ci-dessous.

[Gazprom](#) est une société russe qui domine le marché gazier mondial et détient 100% de la filière Gazprom media. L'Etat lui-même contrôle 50,2% du capital de Gazprom. De plus, le PDG de Gazprom n'est autre qu'[Alexander Zharov](#), ancien directeur de Roskomnadzor (Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse). Les réseaux [Yappy](#) et [Rutube](#) appartiennent directement à Gazprom média et donc à Gazprom.

[VK](#), un autre réseau social, est dirigé, quant à lui, par Vladimir Kirenko, fils de Sergueï Kirenko le directeur adjoint de l'administration présidentielle russe et proche de Vladimir Poutine. Le groupe VK, qui appartient à Gazprom par l'intermédiaire de MF technologii, détient Moï Mir, Mail.ru, Dzen, Odnoklassniki, VKontact ainsi que deux applications installées par défaut sur les téléphones à la demande du Kremlin : MAX et smotrim. [Dvach](#) est hébergé par Mail.ru et est donc soumis, lui aussi, au régime de Gazprom. Quant à [LiveJournal](#), il a fusionné en 2013 avec [Rambler](#), celui-ci a été acquis par la Sberbank appartenant entièrement à l'État. Ainsi, tous ces réseaux ont un lien direct ou indirecte avec Gazprom et donc avec le Kremlin.

Dans ce monopole, Nicolai et Pavel Durov, après avoir créé le réseau VK et organisé sa mainmise par l'État, ont développé Telegram où Pavel Durov reste le seul actionnaire : beaucoup de pro-Kremlin et de l'opposition s'y côtoient. Le cas Telegram est présenté dans la section "**L'espace hybride et central de Telegram**".

## **L'État russe et ses réseaux : entre contrôle total et zones grises**

Les [réseaux sociaux](#) en Russie sont étroitement surveillés par le Kremlin. Pourtant, on y constate une plus grande pluralité que dans les médias traditionnels, mêlant influences nationales et internationales dans un espace où le contrôle étatique reste très important. Cette dynamique d'influence se dessine sur chaque plateforme et joue un rôle spécifique dans la stratégie de contrôle de l'information.

### **Les réseaux sociaux au service de l'État : VKontakte et Rutube - VKontakte (VK) et Rutube**

Pour ces plateformes, la coopération avec l'État est totale. VKontakte qui fait partie du groupe VK, héberge un discours politique quasi exclusivement pro-Kremlin. Les figures du divertissement mainstream comme Valya Karnaval ou [Olga Buzova](#) y maintiennent leur popularité en adoptant une ligne patriotique ou en évitant soigneusement les sujets sensibles. [Buzova](#) (environ 24M d'abonnés) illustre parfaitement cette ambivalence : apolitique sur Instagram pour ne pas froisser son audience internationale, elle se rend dans le Donbass pour afficher son soutien aux troupes sur VK, allant jusqu'à composer des chansons moquant ceux qui fuient la mobilisation. À partir de 2022, cette conformité s'est renforcée. Les influenceurs, pour qui les réseaux restent leur première source de revenus, adoptent un nationalisme de façade pour afficher leur soutien au Kremlin.

Parallèlement, Rutube tente de s'imposer comme l'alternative souveraine à YouTube, servant de refuge aux influenceurs bannis des plateformes occidentales pour leur propagande de guerre. Des figures comme [Stanislav Vasilyev](#), ancien blogueur devenu propagandiste agressif, ou [Dmitry "Goblin" Pushkov](#), néo-soviétique assumé, qui y diffusent une rhétorique anti-occidentale virulente sans risque de censure.

### **Les réseaux sociaux occidentaux et international : YouTube - Instagram - TikTok**

Malgré les blocages officiels ou ralentissements, les plateformes occidentales restent des espaces vitaux, accessibles via VPN. YouTube demeure le principal terrain de contestation intellectuelle provenant majoritairement des Russes venant de l'étranger. C'est là que l'opposition en exil, comme la politologue [Ekaterina Schulmann](#) ou l'activiste [Maxim Katz](#) (condamné par contumace), continue de toucher des millions de Russes avec des formats longs d'analyse critique, inaccessibles sur les médias d'État.

Instagram, bien que banni, reste prisé pour le lifestyle, mais impose aux influenceurs résidant en Russie de rester superficiel ( [Olga Buzova](#). Pour continuer à travailler, beaucoup se réfugient dans un contenu strictement apolitique, tandis que les voix critiques comme [Ivan Urgant](#) (dont l'émission a été annulée après un post anti-guerre) ou la légende de la pop [Alla Pougatcheva](#) y expriment leur dissidence, souvent au prix de l'exil ou du statut d'agent étranger.

Le réseau social chinois [TikTok](#) ne fait pas encore parti de la liste des réseaux sociaux restreints ou bannis de la Russie. Au contraire, celui-ci est amplement utilisé à des fins de désinformation, particulièrement en direction de l'Ukraine.

### **Réseaux sociaux secondaires mais révélateurs du discours nationaliste : Odnoklassniki et Dzen**

[Odnoklassniki](#) est un réseau social très populaire auprès d'un public plus âgé et provincial, où dominent le patriotisme et la nostalgie soviétique. Les contenus y sont souvent partagés en famille mais incluent aussi des vidéos de soldats russes au front, ce qui en fait un reflet de la « Russie profonde ».

[Dzen](#) fonctionne davantage comme une plateforme de contenus personnalisés, où l'algorithme met en avant des articles et vidéos jugés « sûrs » et patriotiques, en rendant presque invisibles les sujets critiques. C'est là que se forme une grande partie de l'opinion des utilisateurs dits « apolitiques », qui consomment une propagande douce sans toujours avoir conscience de son caractère orienté.

### **L'espace hybride et central de Telegram**

Au cœur de ce système, Telegram occupe une place unique. C'est la seule plateforme où coexistent tous les spectres de l'opinion russe, de la propagande la plus dure à l'opposition radicale. Utilisant Telegram pour diffuser leurs contenus, ces figures comme [Rybar](#) ou [WarGonzo](#) promotionnent les opérations militaires et glorifient l'effort de guerre, donnant l'impression d'une couverture indépendante tout en relayant la narration officielle du Kremlin. Les « [blogueurs Z](#) », ainsi nommés en référence au symbole peint sur les chars russes, y jouent un rôle clé en glorifiant les opérations militaires et en relayant une vision héroïsée des soldats, tout en se présentant comme des observateurs indépendants. Mais leurs critiques ponctuelles de la conduite de la guerre les placent désormais dans le viseur du pouvoir : certains, comme [Roman Alyokhin](#), ont été désignés « agent de l'étranger » ou même « terroriste », illustrant la volonté croissante du Kremlin de reprendre en main ces propagandistes devenus trop incontrôlables.

L'analyse des données issues des canaux Telegram et du site [TGStat](#) dans les régions de Moscou, Saint-Pétersbourg et Rostov met en évidence une centralisation très forte de l'espace informationnel autour des contenus d'« Actualités et médias ». Dans l'ensemble des territoires observés, cette catégorie concentre à la fois le plus grand nombre de canaux et une part écrasante des abonnés, très loin devant toutes les autres thématiques (voyages, ventes, cognition, transport, politique). Telegram apparaît ainsi comme le principal vecteur de diffusion de l'information dans l'espace numérique russe.

La distribution du nombre d'abonnés par canal révèle une structure fortement hiérarchisée : un nombre restreint de canaux capte l'essentiel de l'audience, tandis qu'une multitude de canaux de moindre taille forment une longue traîne. Cette configuration donne l'illusion d'un écosystème fragmenté, alors qu'il est en réalité centralisé dans ses effets d'influence, avec quelques pôles dominants capables d'orienter les perceptions et les récits.

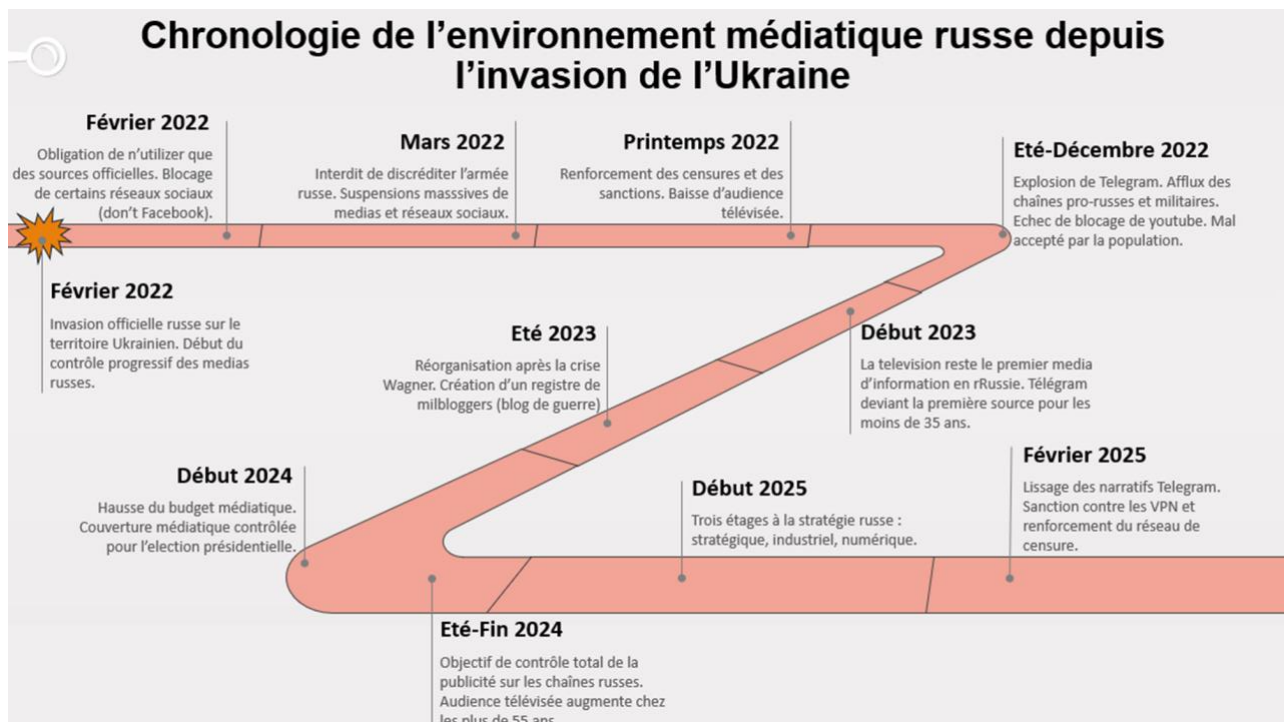
L'analyse du classement des catégories confirme que la pluralité thématique est secondaire face à la domination de l'information. Les catégories explicitement politiques, cognitives ou idéologiques restent marginales en volume et en audience. Cela suggère une canalisation des discours politiques à l'intérieur de formats informationnels, plus difficiles à qualifier comme contestataires et donc plus tolérables dans un environnement de contrôle.

Les graphiques relatifs au positionnement politique des blogs Telegram montrent une prédominance écrasante des canaux apolitiques conformes, représentant environ trois quarts des canaux et des abonnés. Cette neutralité apparente constitue un mécanisme central de régulation informelle : elle réduit l'exposition à la répression tout en participant à la stabilisation du récit dominant. Les canaux loyalistes ou idéologiquement pro-Kremlin occupent une place minoritaire mais visible, tandis que l'opposition ouverte ou dissidente demeure marginale, tant en nombre qu'en audience. La « critique contrôlée » joue un rôle intermédiaire, toléré dans des limites strictes.

Dans ce contexte, Telegram se distingue comme un espace hybride : ni totalement contrôlé, ni réellement libre. L'influence de l'État y est indirecte, reposant sur la tolérance sélective, la pression

ciblée et l'occupation informationnelle par des canaux alignés. Cette configuration permet une recomposition limitée de l'opposition, contrainte à l'autocensure et à des stratégies discursives prudentes. Telegram n'est donc pas un espace de confrontation frontale, mais un champ d'influence structuré, où la domination s'exerce davantage par la norme et la conformité que par la censure directe.

## 2. Lignes de force idéologiques et dynamiques d'opposition



### 2.1 Chronologie des oppositions médias / réseaux sociaux

**Chronologie du cadrage et des sanctions de l'écosystème médiatique russe depuis la guerre en Ukraine :**

Depuis de l'invasion russe en Ukraine, l'écosystème politique interne est recadré sous un contrôle progressivement plus intense de la part du gouvernement russe. Les jours qui suivent l'invasion voient les médias et canaux de diffusion interne s'ériger comme cibles prioritaires et stratégiques pour les

forces politiques russes. Le jour même, la Russie publie un décret obligeant les médias russes à n'utiliser que des sources officielles, sous peine d'un blocage de la chaîne et d'une amende de 56 000 €. Quelques jours plus tard, les grands médias occidentaux (META, Twitter, Facebook) sont menacés de blocage, et certaines (dont TikTok) [bloquent à leur tour les contenus russes sur toutes leurs plateformes européennes](#). À partir du 4 mars 2022, le Kremlin pousse les médias à ne pas « discréditer l'armée russe », sous menace d'une peine de 15 ans d'emprisonnement. Plusieurs médias sont interdits sur le territoire national (Instagram, Facebook), et d'autres sont seulement restreints (Twitter), ou classés « organisation extrémiste » (Meta). En parallèle, les chaînes d'informations occidentales ou non alignées [sont expulsées ou bloquées](#), accélérant la construction du « [Runet Souverain](#) », un internet russe libre de toutes ingérences étrangères.

Début avril 2022, l'exil massif de médias s'étend jusqu'à Novaïa Gazeta et Dozhd', principaux médias d'opposition russes, qui sont suspendues d'autorité et qui s'exilent en Europe de l'Ouest. [L'apparition en masse de chaînes Telegram pro-guerre](#), appelées « Z-Channels » (pour за победу ; « pour la victoire »). Globalement, sur la période printanière 2022, on observe un [renforcement de la censure automatisée](#) via Roskomnadzor (autorité de censure russe), une glorification de l'armée russe via les chaînes télévisées et sur les réseaux sociaux, ainsi qu'une baisse drastique (pas forcément liée) [de l'audience télévisée](#) (chute de 20 à 25 % sur les grandes chaînes. La fin de l'année 2022 est marquée par l'explosion de popularité de Telegram, notamment sur les chaînes pro-guerre, militaires et étatiques. Les sources d'information indépendantes sont surveillées mais tolérées, à condition d'abonder dans le sens idéologique du Kremlin.

En 2023, Telegram devient ainsi la première source d'information pour les moins de 35 ans, alors que la télévision conserve sa première place sur l'ensemble de la population. En parallèle, le statut « d'agent étranger » est élargi aux relais et médias dématérialisés, permettant le blocage de plus de 6 000 sites internes, dont Meduza, iStories et Mediazona (médias d'opposition), classés comme « organisation indésirable ». Avec la censure des entreprises étrangères, [la sphère publicitaire russe est sous-financée](#), ce qui pousse l'État russe à ordonner aux [grandes entreprises nationales d'augmenter leur budget publicitaire](#). La crise Wagner en juin 2023 oblige le Kremlin à [renforcer son emprise sur les médias liés à Prigojine](#), ainsi que sur les « milbloggers » traditionnellement pro-guerre mais indépendants (création d'un registre officiel des blogueurs). En septembre 2023, les médias traditionnels régionaux [sont encadrés par une licence officielle](#), permettant la recentralisation de ces médias, menacés par un énième renforcement juridique des capacités de censure du Roskomnadzor.

Dès janvier 2024, l'augmentation de la part des budgets fédéraux alloués aux médias, promet [un focus étatique sur le contrôle des médias](#), et une importance grandissante de l'influence médiatique. Importance d'autant plus appuyée, deux mois plus tard, par les élections présidentielles russes dont le contrôle des médias est total. Dès août de la même année, la publication du rapport d'Audience télévisée de Médiascope marque une hausse de l'audience moyenne, en démontrant que [97 % des Russes regardent la télévision au moins une fois par mois](#), et 63 % de manière quotidienne. Basée sur les plus de 55 ans, la stratégie de propagande russe pousse l'écosystème publicitaire à se centraliser autour des principales chaînes de diffusion télévisée. Avec pour objectif un contrôle total de la publicité, sur la télévision et sur les réseaux sociaux ([avec de nouvelles subventions à Rutube](#) pour concurrencer le géant Youtube).

2025 voit donc émerger trois étages d'acteurs s'intégrant parfaitement dans la stratégie d'influence interne russe. Tout d'abord, un étage stratégique, avec des acteurs qui coordonnent les grandes lignes du programme d'influence des médias russes (Kremlin, Douma, ministère de la Défense, ministère des affaires étrangères...). Ensuite, l'étage industriel, composé de grands groupes russes médiatiques ou possédant un lien d'appartenance avec le monde médiatique (VGTRK, Gazprom-Media, NMG...), relaye les lignes directives principales de l'étage stratégique. Enfin, les consignes sont appliquées par l'étage numérique (Telegram, VK, RuTube, Btonets, Chaînes télévisées, Influenceurs...), et transmises directement à la population russe. En février, on observe enfin un [lissage narratif des milbloggers](#), initialement indépendant, en coopération avec le ministère de la défense. Le réseau de censure est renforcé, notamment avec [des sanctions appliquées contre les VPN](#). Telegram [devient le premier lieu](#) d'échanges politiques, devant les émissions télévisées russes.

## 2.2 Leviers juridiques de l'État

L'interdiction des « fausses informations » sur l'armée ([Article 207.3 du Code Pénal](#), introduite en 2022 puis modifiée en 2023) : c'est le principal outil judiciaire. Toute information contredisant les notes officielles du Ministère de la Défense est qualifiée de « fausse information sciemment diffusée ». Le contrevenant s'expose à 15 ans de prison s'il parle par exemple de crimes de guerre ou de pertes élevées. La [Loi Fédérale n°11-FZ du 14 février 2024](#) permet également la confiscation des biens du condamné s'il est prouvé qu'il a agi pour des motifs de « haine » ou contre la sécurité de l'État, ou que lesdits biens ont été acquis grâce à la diffusion de fausses informations.

La discréditation ([Article 280.3 du Code Pénal](#), modifié en 2023) : plus insidieuse, elle vise l'opinion et condamne le fait de « discréditer l'emploi des forces armées ». Critiquer l'équipement des soldats ou prôner la paix peut ainsi être considéré comme une tentative de discrédit. La peine fonctionne en deux temps : d'abord une lourde amende, puis la prison en cas de récidive dans l'année.

Le statut d'« agent de l'étranger » ([Loi Fédérale n°255-FZ du 14 juillet 2022](#)) : il cible les journalistes, artistes et blogueurs qui reçoivent le moindre financement de l'étranger, ou qui, de façon plus floue, sont « sous influence étrangère ». Il est désormais ([Loi Fédérale n°42-FZ du 11 mars 2024](#)) interdit aux entreprises russes d'avoir de la publicité chez les agents de l'étranger, dans le but de couper la dernière source de revenus de journalistes indépendants restés sur YouTube ou Telegram, les obligeant à recourir à plus de dons de l'étranger pour survivre, ce qui les criminalise donc encore plus.

Le registre des 10 000 : la [Loi Fédérale n°303-FZ du 8 août 2024](#) impose désormais à tout canal ou compte, y compris sur YouTube et Telegram, ayant plus de 10 000 abonnés de se déclarer auprès du Roskomnadzor, le Service fédéral de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse. Si le détenteur du compte ne transmet pas son identité réelle aux services de sécurité, il lui est interdit de diffuser de la publicité, percevoir des dons et ses posts ne peuvent plus légalement être repartagés.

Système SORM, l'œil de Moscou. Il s'agit du « Sistema Operativno-Rozysknykh Meropryatij » (Système de moyens techniques pour les activités d'enquêtes). Celui-ci agit comme une boîte noire, c'est un matériel physique installé directement chez les opérateurs télécoms et les fournisseurs d'accès. Contrairement aux procédures occidentales où la police doit présenter un mandat à un fournisseur pour obtenir les données à posteriori, SORM permet un accès direct. Les « organisateurs de diffusion » doivent fournir les clefs de déchiffrement le cas échéant. Ainsi les agents de l'État peuvent écouter, lire et intercepter le trafic en temps réel sans que le fournisseur ne le sache. L'opérateur a l'obligation d'installer le tuyau, mais ne voit pas quand le robinet est ouvert. Le système a évolué en 3 phases : SORM-1 en 1995 pour les écoutes téléphoniques, puis SORM-2 pour la surveillance du trafic internet en 1998, et enfin l'instauration du stockage avec SORM-3 en 2013 et la loi Yarovaya ([Loi Fédérale n°374-FZ](#)) en 2016. Celle-ci instaure l'obligation pour les opérateurs de stocker tout le contenu des conversations pendant 6 mois, et toutes les métadonnées (qui parle à qui, quand et d'où) pendant 3 ans. Ainsi, si un individu devient suspect, les services de sécurité ont donc accès aux 6 derniers mois de ses conversations, et les traces de toutes ses interactions et ses géolocalisations des 3 années passées.

### 3. Matrices socio-dynamiques

La matrice traduit moins une victoire définitive du Kremlin qu'une bataille informationnelle en cours, où l'État domine les canaux massifs mais ne contrôle plus la totalité du discours public, particulièrement chez les jeunes et les urbains éduqués. Cette fracture informationnelle pourrait, à terme, constituer un point faible structurel du régime.

#### 3.1. Analyse Matrice Médias & Réseaux sociaux



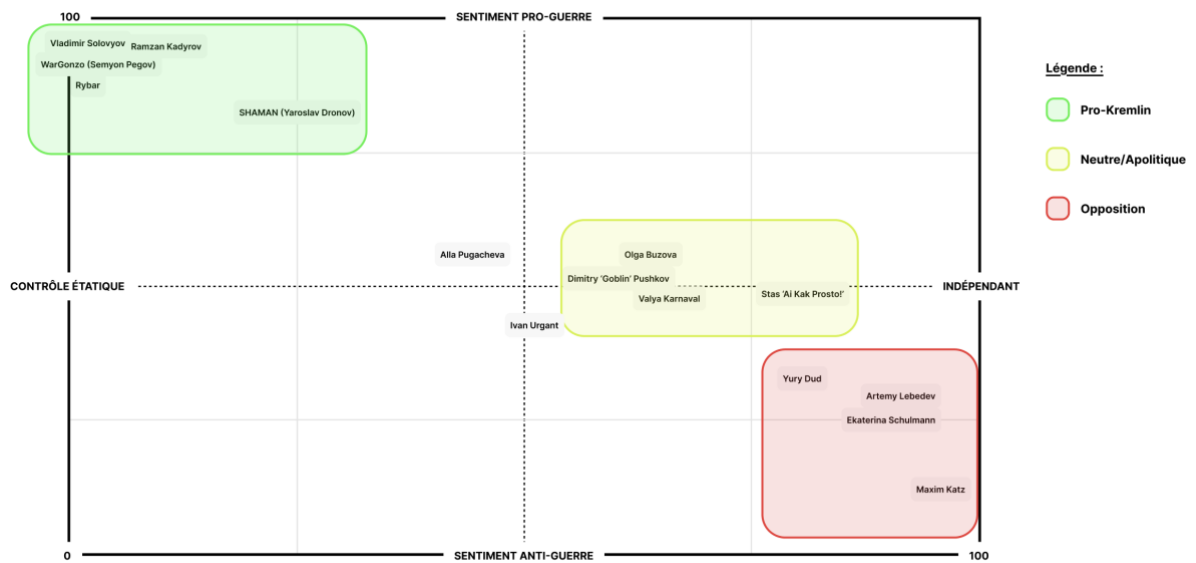
La matrice des médias révèle une architecture hautement asymétrique de l'écosystème informationnel russe. Trois zones se dessinent clairement.

La zone verte (En Haut à Gauche) concentre environ 57 millions d'utilisateurs quotidiens soit environ 38% de la population russe. Cette dominance pro-Kremlin rassemble des médias d'État direct ([VGTRK](#), [Pervy Kanal](#), [TASS](#), [Rossiyskaya Gazeta](#), [Zvezda](#)) avec un contrôle étatique absolu, et des médias oligarchiques alignés ([NTV](#), [RBC](#), [Kommersant](#), [National Media Group](#)) où le Kremlin exerce une influence indirecte mais décisive. Ces médias concentrent un sentiment belliciste extrême ( $Y > 70\%$ ), reflétant une mobilisation propagandiste coordonnée autour de la justification de la guerre.

La zone jaune (centre) représente la neutralité et où l'on retrouve les grandes plateformes numériques comme VKontakte (100M d'utilisateurs), Telegram (75M), TikTok (20M), YouTube (4M). Ces espaces accueillent des contenus mixtes avec une répartition proche du 44% pro-Kremlin, 14% pour l'opposition, et 42% de neutre/apolitique. Contrairement aux médias traditionnels, le contrôle ici s'opère par algorithme plutôt que par une censure directe. Telegram, en particulier, demeure un espace de bataille où la propagande d'État (Correspondants de Guerre, [Solovyov](#) etc..) coexiste avec l'opposition ([Navalny LIVE](#), et d'autres canaux dissidents). Cette apparente tolérance traduit une limite technique et politique au contrôle total. Le Kremlin n'a pas pu bloquer Telegram malgré sa contribution à diffuser les discours de l'opposition.

La zone rouge (En Bas à Droite) rassemble l'opposition marginalisée. Cela représente moins d'un million d'utilisateurs en Russie, mais 10-12 millions via la diaspora et l'utilisation de VPN. De nombreux médias ont été bloqués, exilés ou fermés. On retrouve parmi eux [Mediazona](#), [Novaïa Gazeta](#) (fermés en 2022), [Proekt](#) (exilé en 2021), [RFE/RL](#) (bloqué en 2022). Malgré cette marginalisation, ces médias conservent une diversité interne comme Proekt qui est axé sur la corruption. Mediazona pour sa part, s'est spécialisée sur les crimes de guerre. Cette fragmentation révèle que l'opposition, même marginalisée et exilée, n'a pas l'unité narrative que le contrôle étatique impose aux médias pro-Kremlin.

### 3.2. Analyse Matrice des Influenceurs



La matrice des influenceurs révèle une architecture radicalement différente de celle des médias. Les trois zones se redessinent selon un équilibre inverse.

La zone verte (En Haut à Gauche) rassemble les influenceurs pro-Kremlin comme [Rybar](#) (1,1M, analyse militaire Telegram), [Semyon Pegov alias WarGonzo](#) (1M, correspondant de guerre ministériel), [SHAMAN](#) (4M, chanteur patriotique). Ce groupe totalise seulement 6,1 millions d'utilisateurs. Contrairement aux médias institutionnels, leur contrôle s'opère par coordination directe (WarGonzo reçoit l'Ordre du Courage) ou via des incitations (SHAMAN bénéficie de la promotion de ses concerts). Leur légitimité repose sur l'apparence d'autonomie créative, là où les médias d'État opèrent par l'autorité institutionnelle.

La zone jaune (Centre) concentre une masse d'influenceurs apolitiques. On y retrouve notamment [Olga Buzova](#) (24,4M), [Valya Karnaval](#) (1,45M), [Dimitry Goblin](#) (2,75M), [Stas Ai Kak Prosto](#). Le public de ces individus incarne une dépolitisation stratégique. Ils ont des audiences massives mais totalement détachées de la réalité politique. D'où le fait, de les positionner à X=60-70%, Y=48-55%.

La zone rouge (En Bas à Droite) rassemble les principaux opposants influenceurs. On y retrouve par exemple [Yury Dud](#) (10,3M d'abonnés sur YouTube), [Maxim Katz](#) (2,4 M d'abonnés sur YouTube, un

militant exilé à Tel Aviv), [Ekaterina Schulmann](#), [Artemy Lebedev](#) (1,5M, critique culturel). Le succès dans l'établissement d'audiences importantes pour les opposants sur les plateformes permet de contrebalancer l'écrasant monopole dont disposent les forces pro-Kremlin dans les médias traditionnels en Russie.

Ce succès s'explique par trois limites du contrôle étatique. D'abord, la segmentation démographique. Yury Dud atteint la démographie des 25-35, urbains éduqués, ce que les médias sous VGTRK n'influencent pas. Deuxièmement, l'authenticité créative à savoir que même bloqué, Yury Dud demeure plus crédible que la télévision pour cette audience cible. Troisièmement, il y a une impossibilité technique à fermer simultanément tous les influenceurs opposants sur toutes les plateformes sans déclencher une fuite massive via les VPN et cela s'avère politiquement difficile à justifier.

Le secteur des influenceurs représente donc une brèche involontaire dans le monopole narratif des médias institutionnels. L'opposition échappe ainsi au verrouillage que subissent les médias fermés, exilés ou bloqués.

## 4. Conclusion

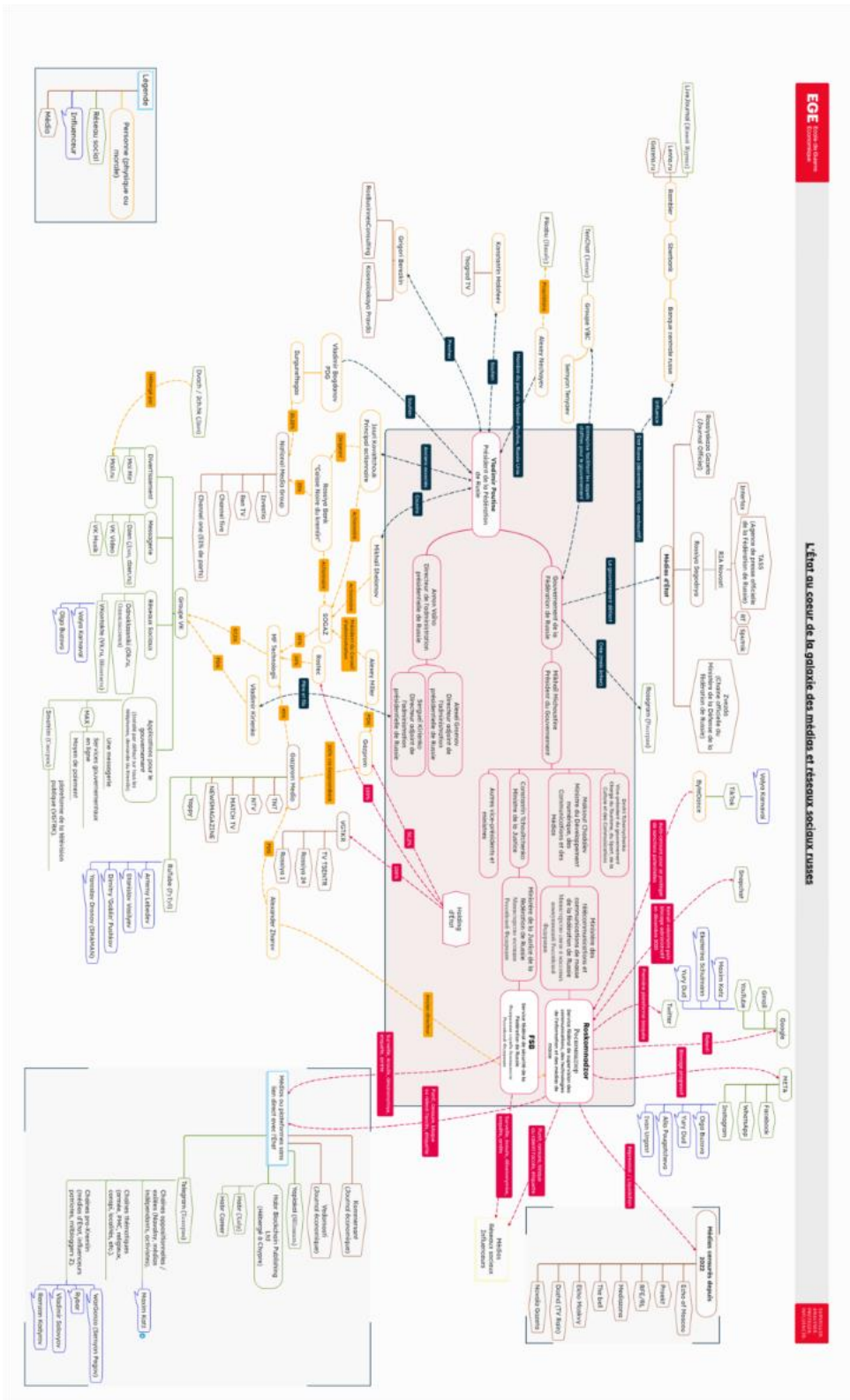
L'analyse de l'écosystème médiatique et des réseaux sociaux russes met en évidence une stratégie de contrôle informationnel à la fois centralisée, différenciée et adaptative. Loin de se limiter à une censure frontale, le pouvoir russe a déployé un dispositif complexe articulant domination capitaliste des médias, encadrement juridique strict, surveillance technique avancée et régulation informelle des discours. Cette architecture permet de produire une forte homogénéisation narrative, en particulier sur les enjeux liés à la guerre en Ukraine, tout en conservant une apparence de pluralité.

Les médias traditionnels demeurent le pilier de ce système, avec un contrôle étatique quasi total et une fonction centrale de légitimation idéologique. Les réseaux sociaux, en revanche, révèlent une logique plus nuancée : plateformes nationales et alignées jouent un rôle de relais conformes, tandis que les plateformes étrangères, bien que restreintes, restent accessibles par contournement. Telegram apparaît ainsi comme un espace hybride déterminant, où la domination s'exerce moins par la censure directe que par la hiérarchisation des audiences, la surreprésentation de contenus apolitiques conformes et la marginalisation structurelle de l'opposition.

L'étude des influenceurs confirme cette dynamique. Si une opposition subsiste, souvent depuis l'exil et sur des plateformes spécifiques, elle demeure fragmentée, exposée à des sanctions ciblées et contrainte à des stratégies discursives prudentes. Cette situation souligne les limites du contrôle étatique : malgré une domination narrative écrasante, le système n'est pas totalement hermétique et conserve des zones de vulnérabilité, notamment auprès des publics jeunes, urbains et éduqués.

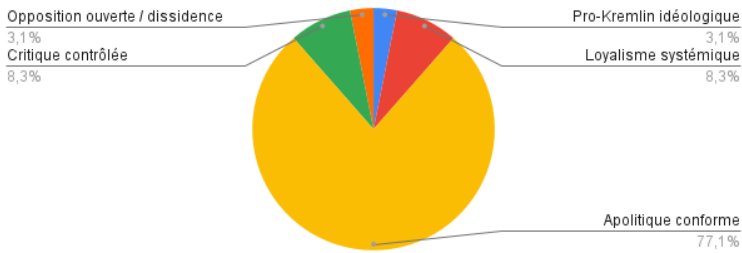
En définitive, l'écosystème informationnel russe apparaît comme un champ d'influence stabilisé mais non figé, où la contrainte formelle se combine à des mécanismes sociaux et algorithmiques de conformité. Cette configuration assure une efficacité politique à court terme, tout en laissant entrevoir des tensions latentes susceptibles de fragiliser, à moyen terme, le monopole narratif du pouvoir.

5. Annexes

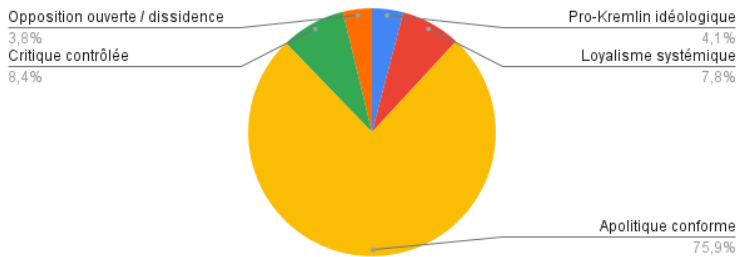


Les annexes visualisent ci-dessous les données qui ont été construites et analysées pour l'étude de cas du réseau social Telegram. Elles représentent, par le biais d'une collecte d'information du maillage territoriale, l'influence que peut représenter Telegram lors de la diffusion de l'information, des news et des blogs d'influenceurs.

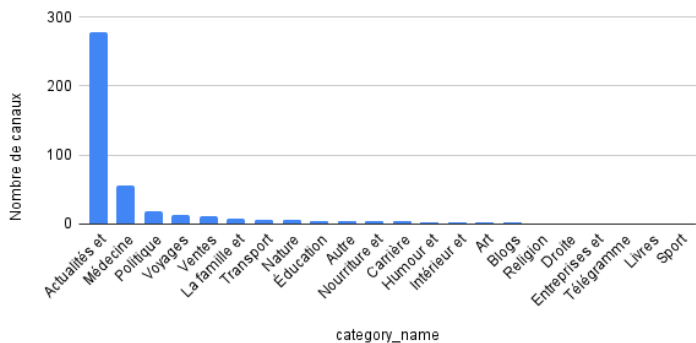
Positionnement Politique des blogs Telegram



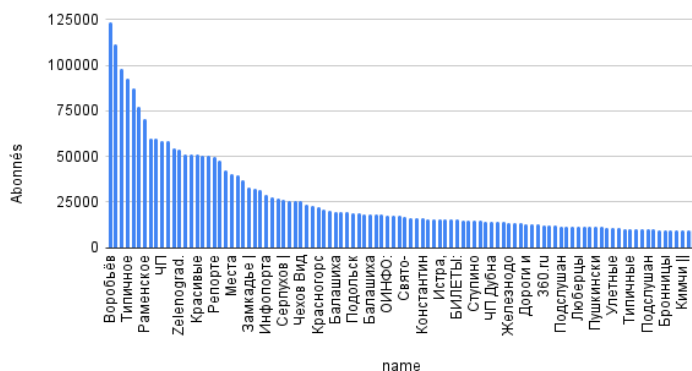
% abonnés par catégorie



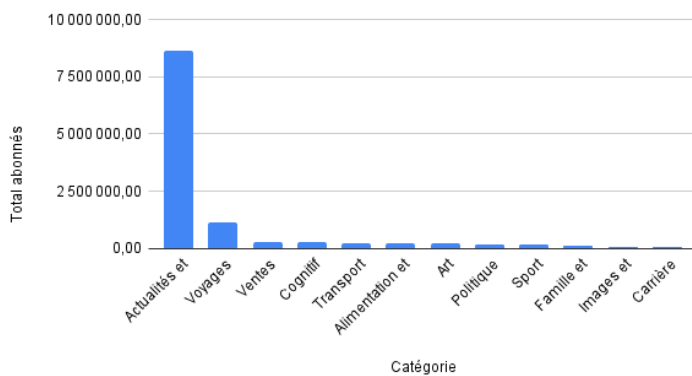
Région de Moscou: classement des catégories de canaux de diffusion



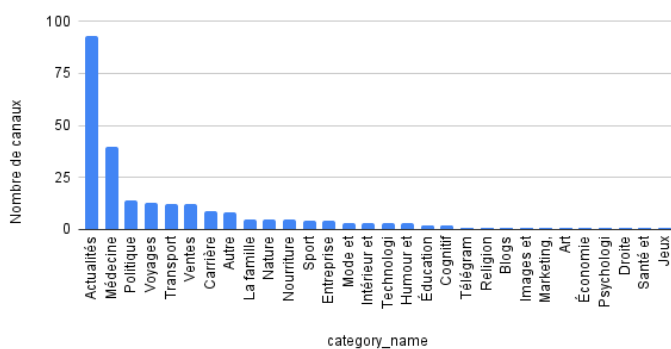
Région de Moscou: Nombre d'abonné / canaux de diffusion



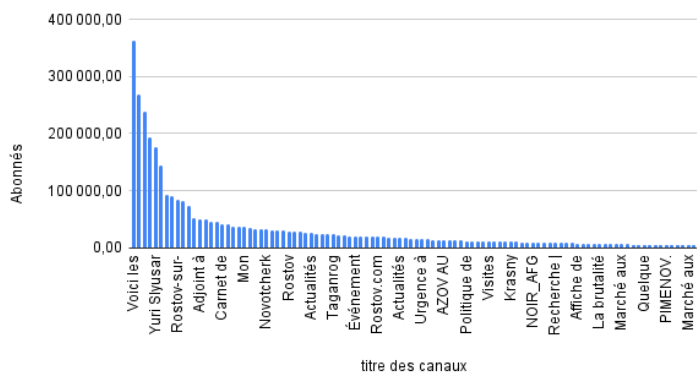
Région de Moscou: Total abonnés par rapport aux catégories



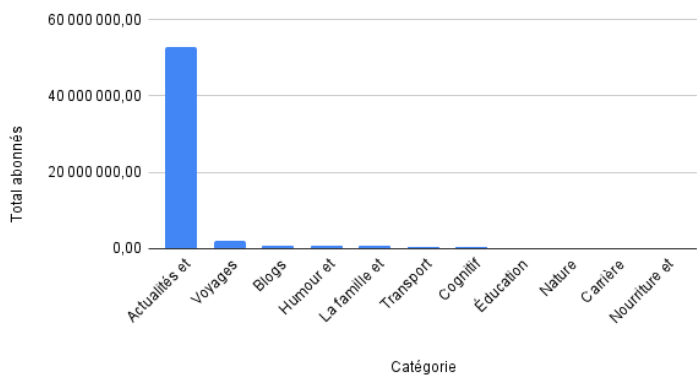
Région de Rostov: classement des catégories de canaux de diffusion



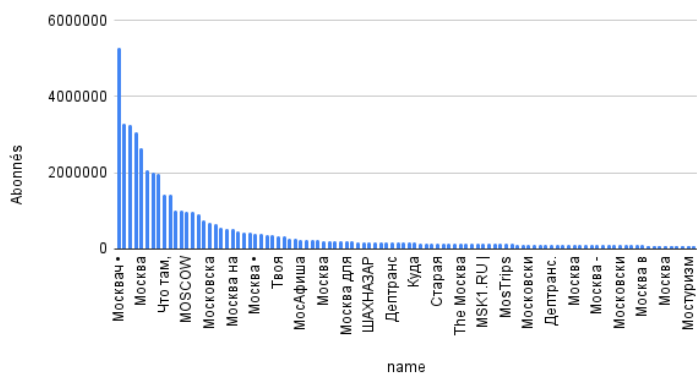
Région de Rostov: Nombre d'abonné / canaux de diffusion



MOSCOU: Total abonnés par rapport aux catégories



MOSCOU: Nombre d'abonné / canaux de diffusion



## 6. Bibliographie

### 1. Sources officielles et institutionnelles

Code pénal de la Fédération de Russie

*(consulté le 15 décembre 2025)*

- Article 207.3 – Diffusion de “fausses informations” sur l’armée

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_10699/9d8a5b6501a01da934c1bbd0ca9b1fd46df76a72/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_10699/9d8a5b6501a01da934c1bbd0ca9b1fd46df76a72/)

- Article 280.3 – Discrédit des forces armées

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_10699/1aa9268e7d3bd57bcbd46a3016641c5af64b9c87/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_10699/1aa9268e7d3bd57bcbd46a3016641c5af64b9c87/)

Lois fédérales de la Fédération de Russie

*(consultées le 15 décembre 2025)*

- Loi fédérale n°149-FZ du 27 juillet 2006 – Information, technologies de l’information et protection de l’information

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_61798/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_61798/)

- Loi fédérale n°272-FZ du 28 décembre 2012 – Mesures contre les ONG et acteurs étrangers

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_139994/a2a2c3de18de17987c273111214cd45393805c36/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_139994/a2a2c3de18de17987c273111214cd45393805c36/)

- Loi fédérale n°242-FZ du 21 juillet 2014 – Localisation des données personnelles

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_165838/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_165838/)

- Loi fédérale n°374-FZ du 6 juillet 2016 – Lois “Yarovaya” (surveillance et sécurité)

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_201078/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_201078/)

- Loi fédérale n°236-FZ du 1er juillet 2021 – Régulation des plateformes numériques

<http://publication.pravo.gov.ru/Document/View/0001202107010014>

- Loi fédérale n°255-FZ du 14 juillet 2022 – Répression de la dissidence liée à la guerre

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_421788/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_421788/)

- Loi fédérale n°11-FZ du 14 février 2024

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_469666/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_469666/)

- Loi fédérale n°42-FZ du 11 mars 2024

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_471808/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_471808/)

- Loi fédérale n°303-FZ du 8 août 2024

[https://www.consultant.ru/document/cons\\_doc\\_LAW\\_482565/](https://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_482565/)

## 2. Rapports d'ONG et d'organismes de recherche

- Human Rights Watch, *Russia: War Censorship Reaches New Heights* (2022)  
<https://www.hrw.org/news/2022/02/28/russia-war-censorship-reaches-new-heights>
- Human Rights Watch, *Disrupted, Throttled, and Blocked: State Censorship, Control, and Increasing Isolation* (2025)  
<https://www.hrw.org/report/2025/07/30/disrupted-throttled-and-blocked/state-censorship-control-and-increasing-isolation>
- Carnegie Endowment for International Peace, *Russia's Sovereign Internet* (2022)  
<https://carnegieendowment.org/2022/03/18/russia-s-sovereign-internet-pub-86687>

## 3. Articles académiques et publications spécialisées

- Mediascope, *Media Consumption in Russia 2024*  
[https://mediascope.net/upload/iblock/f33/ual5i70kf7n9df7qzka0gf238bidh3xv/Медиапотребление%202024\\_HAT\\_27.08.2024.pdf](https://mediascope.net/upload/iblock/f33/ual5i70kf7n9df7qzka0gf238bidh3xv/Медиапотребление%202024_HAT_27.08.2024.pdf)
- AdIndex, analyses du marché des médias russes (2024)  
<https://adindex.ru/publication/analytics/search/2024/01/24/322179.phtml>

## 4. Articles de presse

- Reuters, *Telegram becomes key source of war news in Russia* (2022)  
<https://www.reuters.com/world/europe/telegram-becomes-key-source-war-news-russia-2022-03-11/>
- Le Monde, *Guerre en Ukraine : les réseaux sociaux durcissent leurs mesures contre la Russie* (2022)  
[https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/02/28/guerre-en-ukraine-les-reseaux-sociaux-durcissent-leurs-mesures-contre-la-russie\\_6115560\\_4408996.html](https://www.lemonde.fr/pixels/article/2022/02/28/guerre-en-ukraine-les-reseaux-sociaux-durcissent-leurs-mesures-contre-la-russie_6115560_4408996.html)
- Le Monde, *La presse indépendante russe contrainte à l'exil* (2022)  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/06/la-presse-independante-russe-contraint-a-l-exil\\_6116495\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/06/la-presse-independante-russe-contraint-a-l-exil_6116495_3210.html)
- Le Monde, *À la télévision russe, la propagande fait de moins en moins recette* (2022)  
[https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/26/a-la-television-russe-la-propagande-fait-de-moins-en-moins-recette\\_6139051\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/26/a-la-television-russe-la-propagande-fait-de-moins-en-moins-recette_6139051_3210.html)
- RBC, *Media and technology restrictions* (2022)  
[https://www.rbc.ru/technology\\_and\\_media/25/03/2022/623dc9c39a7947fba91c6d5a](https://www.rbc.ru/technology_and_media/25/03/2022/623dc9c39a7947fba91c6d5a)

- The Moscow Times, *How Russia's New Internet Restrictions Work* (2025)  
<https://www.themoscowtimes.com/2025/08/06/how-russias-new-internet-restrictions-work-and-how-to-get-around-them-a90117>

## 5. Sources web et données sectorielles

- Roskomsvoboda – veille sur la censure et les blocages Internet  
<https://roskomsvoboda.org/>
- Gazprom Media, communiqués sur le développement des plateformes numériques  
<https://www.gazprom-media.com/press-release/razvitie-cifrovyykh-platform/>
- Meduza, *What happened to Prigozhin's media empire* (2023)  
<https://meduza.io/en/feature/2023/07/05/what-happened-to-prigozhin-s-media-empire>
- Zona Media, *Regional media dynamics* (2023)  
<https://zona.media/article/2023/06/02/regions-media>
- Ministère des Finances de la Fédération de Russie, Budget fédéral 2024–2026  
[https://minfin.gov.ru/ru/document/?id\\_4=305353-federalnyi-byudzheth-na-2024-god-i-na-planovyi-period-2025-i-2026-godov](https://minfin.gov.ru/ru/document/?id_4=305353-federalnyi-byudzheth-na-2024-god-i-na-planovyi-period-2025-i-2026-godov)
- RussiaPost, *Social Media in Russia*  
<https://russiapost.info/society/social-media-in-russia>

**EGE** Ecole de Guerre  
Economique

Ecole de Guerre Economique  
196 rue de Grenelle, 75007 Paris  
[ege.fr](http://ege.fr)



AEGE – Le réseau d’experts en  
intelligence économique

[aege.fr](http://aege.fr)

[portail-ie.fr](http://portail-ie.fr)

[infoguerre.fr](http://infoguerre.fr)